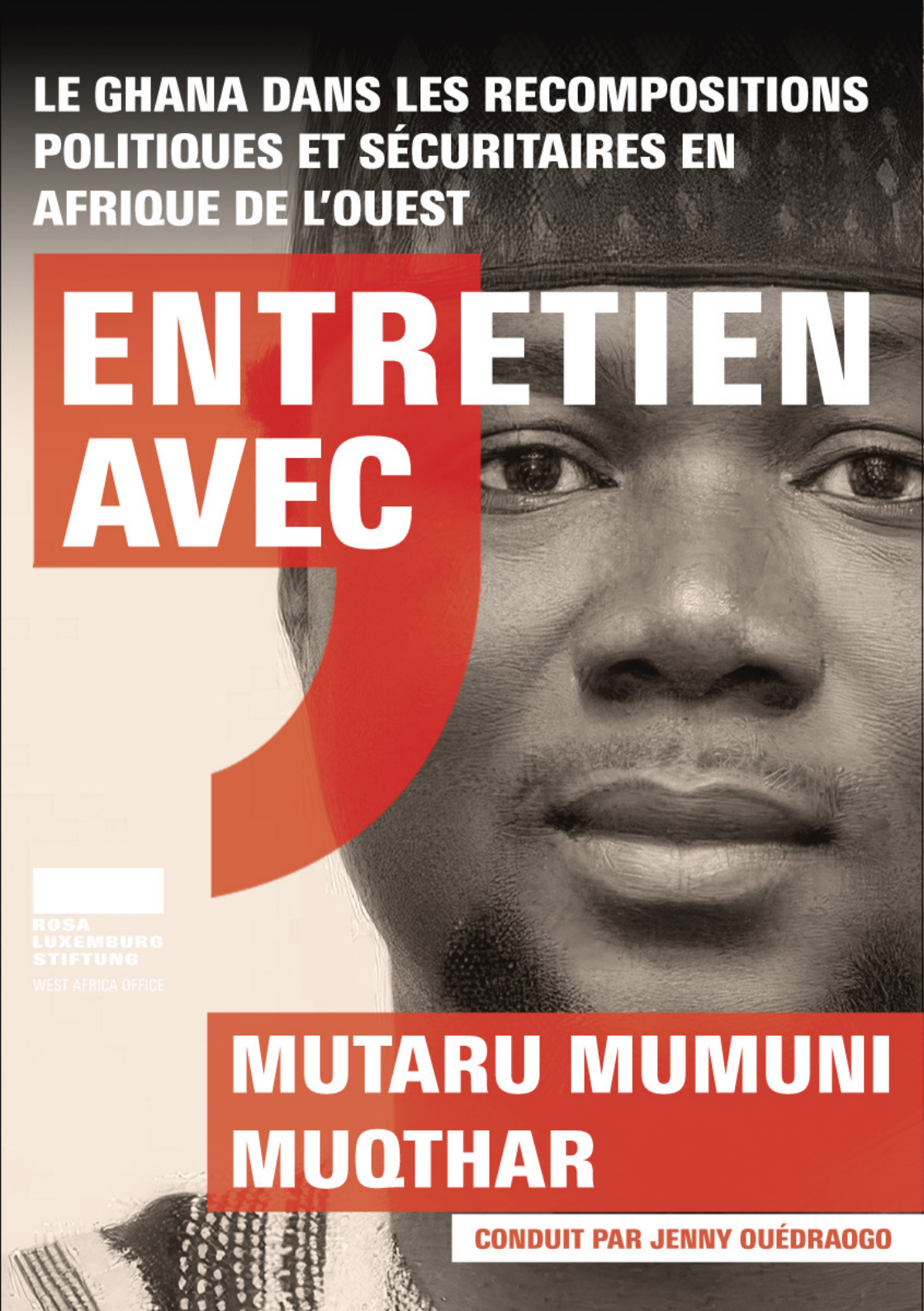
LE GHANA DANS LES RECOMPOSITIONS POLITIQUES ET SÉCURITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST

ENTRETIEN AVEC



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
WEST AFRICA OFFICE

MUTARU MUMUNI MUQTHAR

CONDUIT PAR JENNY OUÉDRAOGO

LE GHANA DANS LES RECOMPOSITIONS POLITIQUES ET SÉCURITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST

ENTRETIEN AVEC MUTARU MUMUNI MUQTHAR

Entretien réalisé par: **Jenny Ouédraogo**

IMPRINT

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office
Host : Jenny Ouédraogo
Cover & Editorial design : Yessine Ouerghemmi

This publication or parts of it can be used by others for free as long as they provide a proper reference to the original publication. The content of this publication does not necessarily reflect the official opinion of the Rosa-Luxemburg-Stiftung. Responsibility for the information and views expressed therein lies with the authors.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

WEST AFRICA OFFICE

MUTARU MUMUNI MUQTHAR

Fondateur et directeur exécutif du Centre ouest-africain pour la lutte contre l'extrémisme (West Africa Centre for Counter-Extremism, WACCE).

Le Ghana est fréquemment qualifié par les observateurs internationaux d'«îlot de stabilité» et de modèle de réussite démocratique dans une région de plus en plus instable. Comment évaluez-vous cette qualification?

Depuis plus de deux décennies, le Ghana est un îlot de paix relative dans une région minée par l'insécurité. L'Afrique de l'Ouest est désormais l'épicentre du terrorisme mondial, plusieurs des pays les plus touchés se trouvant en Afrique subsaharienne. La région est également confrontée à des conflits liés aux ressources, à la marginalisation, à l'instabilité politique et aux coups d'État militaires. Trois pays se sont retirés de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour former un bloc distinct, ce qui constitue une évolution sans précédent dans l'histoire de l'organisation. Dans ce contexte, la stabilité politique du Ghana revêt une importance particulière. Pourtant, ce pays n'a jamais été aussi exposé à l'extrémisme violent. Les attaques au Burkina Faso se sont rapprochées de nos frontières, et des incidents ont également eu lieu près de la frontière entre le Ghana et le Togo, ainsi que des attaques en Côte d'Ivoire. Le Ghana accueille plus de 25,000 réfugié·e·s fuyant l'insécurité, notamment au Burkina Faso, voire davantage. Des centres d'accueil ont été mis en place dans le nord du pays, tandis que les personnes déplacées continuent d'affluer. Nous sommes également confrontés à des conflits internes historiques sur fond d'ethnicité, de litiges fonciers et de relations communautaires, notamment à Bawku. Les organisations extrémistes pourraient exploiter ces tensions. Les défaillances en matière de gouvernance, les infrastructures et les services publics inadéquats, ainsi que le chômage des jeunes aggravent ces risques, en particulier dans les communautés situées le long des frontières nord du Ghana.

Vous avez fait état de tensions impliquant les communautés peules du nord du Ghana. Quelles sont les relations entre l'identité ethnique, la marginalisation et l'insécurité? Comment les groupes extrémistes pourraient-ils tirer parti de ces dynamiques?

Les Ghanéen.ne.s d'origines ethniques diverses cohabitent généralement et s'intègrent relativement mieux depuis l'indépendance. Néanmoins, les tensions ethniques ont parfois dégénéré en violences meurtrières, notamment dans le nord, mais aussi dans certaines régions du sud. La situation des communautés peules est particulièrement préoccupante. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les Peul.e.s sont largement marginalisés. Nombre d'entre eux sont des éleveur.se.s pastoraux et se déplacent de manière saisonnière avec leur bétail à la recherche de pâturages, pouvant ainsi entrer en conflit avec les communautés agricoles. Ils/elles peuvent être confronté.e.s à l'hostilité des populations locales et à l'extorsion de la part des forces de sécurité. Les groupes extrémistes exploitent ces expériences de discrimination et d'injustice à des fins de recrutement. Nous en avons vu des exemples concrets. Un jeune Peul originaire du nord du Ghana a par exemple été recruté par le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et envoyé au centre du Mali, où il a contribué à mobiliser d'autres recrues. Avant un attentat-suicide qu'il préparait, il a enregistré une vidéo dans laquelle il exhortait les jeunes à se soulever contre la société ghanéenne et l'État, dénonçant la discrimination, la marginalisation, l'injustice et la corruption. Des plateformes en ligne relaient également des griefs concernant les communautés peules. Ces dynamiques créent des vulnérabilités dont les organisations extrémistes tirent avantage.

Comment évaluez-vous les récentes initiatives de médiation menées par le gouvernement pour résoudre le conflit qui perdure à Bawku? Quels défis subsistent et dans quelle mesure ce conflit pourrait-il accentuer la vulnérabilité à l'extrémisme violent dans le nord du Ghana?

Le conflit de Bawku est une source majeure d'instabilité dans le nord du Ghana. Précédant l'indépendance, il concerne un différend historique entre les communautés Kusasi et Mamprusi au sujet de l'autorité tradi-

tionnelle et de la fonction de Bawku Naba, le chef coutumier suprême de la région. Les efforts de consolidation de la paix sur les plans politique, économique, social et religieux ont peiné à le résoudre. Un récent processus de médiation mené par le gouvernement a produit certains résultats, mais il risque d'être assimilé à une approche du type « le vainqueur rafle tout ». L'issue de ce processus a réaffirmé la reconnaissance du chef Kusasi en tant que Bawku Naba légitime, sans donner suite à la revendication concurrente des Mamprusi. À mon sens, ce résultat conduit une communauté à se sentir légitimée et l'autre exclue. Une telle perception rend une paix durable problématique et les violences se sont poursuivies. Le gouvernement a présenté le fait qu'il n'y ait pas eu de coups de feu pendant environ 45 à 50 jours comme un progrès. C'est une bonne nouvelle, mais il est encore trop tôt pour crier victoire. Les deux communautés doivent avoir le sentiment de tirer profit de la paix. La reconnaissance de l'autorité traditionnelle doit s'accompagner d'efforts visant à répondre aux griefs de ceux qui se sentent exclus ; sans cela, il pourrait s'avérer difficile de contenir les jeunes qui estiment avoir été traités injustement. Le conflit est également politisé et un changement de gouvernement pourrait raviver les différends concernant le règlement. Cela a des implications pour la situation sécuritaire au sens large, car les organisations extrémistes exploitent les conflits existants. Selon l'Indice mondial du terrorisme (Global Terrorism Index – GTI), plus de 93 % des victimes du terrorisme en 2024 ont été recensées dans des pays déjà en proie à un conflit. Ainsi, la situation à Bawku reste un sujet de préoccupation particulier.

Comment évaluez-vous l'approche adoptée par le gouvernement de Mahama en matière de prévention de l'extrémisme violent depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2025?

Le gouvernement de Mahama a hérité d'une double situation délicate : d'une part, il a dû faire face à la menace d'un extrémisme violent se propageant vers le sud depuis le Sahel, et d'autre part, il a dû gérer des relations tendues avec les États sahéliens voisins, en particulier le Burkina Faso. Il s'est empressé de rétablir la confiance: des représentant.e.s des

pays sahéliens ont été invités à la cérémonie d'investiture du président et un envoyé spécial a été nommé pour améliorer les relations et la coordination avec le Sahel et la CEDEAO. Ces efforts ont permis de rétablir des canaux de coopération en matière de sécurité et de partage de renseignements. Sur le plan intérieur, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du Cadre national pour la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme, élaboré sous le mandat du prédécesseur de Mahama. Notre organisation participe à la révision de ce cadre, notamment par le biais de consultations menées dans cinq régions du nord. Cependant, ce cadre reste largement méconnu. La sensibilisation du public et l'engagement des communautés sont insuffisants. Une campagne a été lancée sous le slogan «Si vous voyez quelque chose, signalez-le». Or, les citoyen.ne.s doivent pouvoir identifier les éléments suspects, les signaler, contacter les autorités compétentes et comprendre la marche à suivre. La longue période de paix que connaît le Ghana a parfois favorisé une certaine complaisance. La société civile doit renforcer ses capacités pour permettre aux communautés d'identifier et de prévenir les menaces. Parallèlement, les inégalités persistantes entre le nord et le sud du Ghana, la médiocrité des infrastructures et les perspectives limitées dont sont victimes les jeunes ne peuvent être résolues par la seule sensibilisation aux enjeux sécuritaires. Le gouvernement agit trop lentement sur ces problèmes sous-jacents.

Le chômage des jeunes, les difficultés économiques et la marginalisation sociale sont généralement considérés comme des facteurs contribuant à l'extrémisme violent. Quel rôle ces conditions jouent-elles dans le recrutement pour les groupes extrémistes au Ghana, et comment interagissent-elles avec d'autres facteurs?

Les difficultés économiques et le chômage des jeunes créent des vulnérabilités dont les organisations extrémistes peuvent tirer parti, mais aucun facteur isolé ne peut expliquer à lui seul le recrutement. De nombreuses personnes vivent dans la pauvreté sans pour autant s'impliquer dans le terrorisme. Ce qui importe, c'est la manière dont les pressions économiques interagissent avec les griefs, les perceptions d'injustice et l'environnement social plus large d'une personne. Pour certains jeunes, rejoindre une organisation extrémiste est perçu comme une perte de

confiance dans la volonté ou la capacité de l'État à garantir les droits liés à la citoyenneté. Il est d'ailleurs intéressant de mentionner ici l'une des conclusions auxquelles nous sommes parvenus au terme de nos recherches, et à laquelle je fais souvent référence : « Le gouvernement est le problème, et le gouvernement est aussi la solution. Or, quiconque apporte la solution devient, de fait, notre gouvernement. » Lorsqu'un État se trouve dans l'incapacité de satisfaire les besoins de sa population, celle-ci peut se tourner vers des acteurs qui semblent offrir une alternative. Dans certaines communautés, des groupes extrémistes ont comblé des lacunes en matière de services et d'opportunités, donnant ainsi aux jeunes le sentiment d'être valorisés. Le recrutement ne se limite pas aux besoins matériels. Les jeunes peuvent également rechercher la reconnaissance, la visibilité, le pouvoir et le sentiment d'appartenance. Nous avons notamment accompagné un jeune homme recruté par l'État islamique et l'avons empêché de partir. Nous lui avons ensuite demandé ce qui l'avait motivé à rejoindre l'organisation centrale de l'EI plutôt que sa branche ouest-africaine, l'EIAO (État islamique en Afrique de l'Ouest). Sa réponse portait sur l'uniforme : il associait l'organisation centrale à un meilleur équipement, à un financement plus important, ainsi qu'à un statut et à une reconnaissance plus élevés. Cela remet en question les idées reçues sur les motivations des recrues. Les réseaux sociaux peuvent amplifier ces aspirations en offrant la perspective d'une visibilité ou d'une identité héroïque, bien éloignée de la vie quotidienne. Les efforts de prévention doivent s'attacher à comprendre ces motivations plutôt que de considérer que toutes les recrues sont uniquement motivées par la pauvreté.

De quelle manière les communautés perçoivent-elles les opérations antiterroristes, et dans quelle mesure le comportement des forces de sécurité, leur responsabilité et la protection des civil.e.s influencent-ils la confiance accordée à l'État?

Au Ghana, les communautés accueillent souvent favorablement les déploiements militaires dans un premier temps et tiennent les forces de sécurité en haute estime. Mais cette bonne volonté peut rapidement s'évanouir lorsque les opérations s'accompagnent d'abus. La ville de Bawku en est un exemple : les couvre-feux et leur application peuvent restreindre la vie quotidienne, et les abus d'autorité peuvent transfor-

mer des relations initialement positives en hostilité. La confiance et la protection des civil.e.s sont donc essentielles à une politique de sécurité efficace. Ce problème s'étend à l'ensemble du Sahel. Les réponses antiterroristes ont été fortement militarisées, les gouvernements et les partenaires internationaux investissant dans des opérations visant à détruire les infrastructures extrémistes. Pourtant, le terrorisme persiste malgré la présence de la MINUSMA, de l'opération Barkhane menée par la France, de la Force conjointe du G5 Sahel et d'autres déploiements. La MINUSMA est ainsi devenue l'une des missions de maintien de la paix les plus meurtrières de l'ONU. Ces efforts ont trop souvent échoué à instaurer la confiance avec les communautés ou à s'attaquer aux raisons qui poussent les individus à rejoindre des organisations extrémistes. Les opérations de sécurité doivent respecter les droits humains et s'accompagner de mesures visant à répondre aux griefs et à renforcer la résilience locale. Un meilleur partage des renseignements et une meilleure coordination régionale sont importants, mais la force militaire ne peut se substituer aux relations de confiance entre l'État et ses citoyen.ne.s.

Comment évaluez-vous les efforts déployés par le Ghana pour entretenir des relations avec les gouvernements militaires du Sahel tout en restant membre de la CEDEAO ? Quels intérêts politiques et stratégiques sous-tendent son approche?

Le Ghana est bien placé pour contribuer à rapprocher la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel (AES). Le retrait de trois pays de la CEDEAO et la création d'un bloc distinct ont fragmenté la coopération régionale. Comme il est peu probable que ces gouvernements abandonnent purement et simplement l'AES pour réintégrer la CEDEAO, il est essentiel de rétablir le dialogue. Le nouveau gouvernement ghanéen a bénéficié de la bonne volonté qui accompagne souvent un changement de direction. Il a saisi cette occasion pour renouer des relations avec les États du Sahel, avec des résultats encourageants. Le Ghana a également intérêt à réaffirmer son rôle d'acteur régional en matière de diplomatie, de stabilité et de sécurité. Cette approche s'inscrit dans une longue tradition diplomatique. Depuis son indépendance, le Ghana s'est souvent efforcé de jouer un rôle de médiateur dans les différends internationaux et régionaux, et a été l'un des membres fondateurs du Mouvement des non-alignés (MNA). Kwame Nkrumah lui-même menait une diplomatie

internationale et se trouvait en mission en Asie lorsqu'il a été renversé en 1966. Bien que la politique étrangère du Ghana n'ait pas toujours été cohérente, jouer un rôle de passerelle entre la CEDEAO et l'AES s'inscrit dans cette tradition.

Comment les organisations extrémistes s'adaptent-elles à l'évolution de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest ? Que révèlent les changements intervenus dans leurs stratégies, leur zone d'influence géographique et leurs méthodes de recrutement en ce qui concerne l'efficacité des réponses régionales?

Les organisations extrémistes violentes planifient leurs actions de manière stratégique, évaluent leurs résultats et s'adaptent. Leur réaction face à la fragmentation en est un exemple : des groupes qui opéraient autrefois séparément ont uni leurs structures de commandement, leurs ressources et leur logistique. Le JNIM est né d'une telle fusion, ce qui a renforcé sa capacité à coordonner ses opérations. Ces groupes peuvent également coopérer sur le plan tactique, malgré des objectifs politiques divergents. Au Mali notamment, le JNIM et le Front de libération de l'Azawad (FLA), un mouvement à dominante touarègue, auraient mené des attaques coordonnées contre les forces gouvernementales maliennes en avril et en juillet 2026. Leur volonté d'agir contre un adversaire commun illustre ce pragmatisme. Leurs cibles ont également évolué. Au Mali, pays enclavé, les attaques contre les convois de carburant et les infrastructures économiques peuvent perturber les approvisionnements et compromettre les services publics, notamment dans les écoles et les établissements de santé. Sur le plan géographique, leurs opérations s'étendent : en octobre 2025, le JNIM a revendiqué une attaque contre les forces de sécurité nigérianes dans l'État de Kwara, près de la frontière avec le Bénin. Cette attaque aurait coûté la vie à un soldat et serait la première opération revendiquée publiquement par le groupe au Nigeria. La concurrence façonne également leur comportement. Au Nigeria, les groupes armés coopèrent parfois, tandis qu'ils se livrent d'autres fois à une rivalité pour le contrôle du territoire, de l'influence et des ressources. Les groupes de moindre envergure peuvent lancer des attaques spectaculaires pour attirer l'attention et obtenir le soutien de réseaux plus importants. Les affiliés de l'État islamique (EI), par exemple, peuvent chercher à obtenir la reconnaissance, des financements et des équipements de la part de l'organisation centrale. À l'instar de ces der-

niers, le JNIM tente de prouver sa puissance. L'attaque de Boko Haram contre le siège de l'ONU à Abuja illustre cette même logique : frapper une cible internationale de premier plan attire l'attention sur la portée et les capacités du groupe. De telles attaques ne sont pas seulement des actes de violence ; elles véhiculent également un message de puissance à l'intention des recrues potentielles, des rivaux et des sympathisant.e.s.

Comment les partenariats extérieurs en matière de sécurité ont-ils façonné les priorités de l'Afrique de l'Ouest dans ce domaine, et quels intérêts servent-ils?

L'Union européenne a largement contribué à la sécurité en Afrique de l'Ouest par le biais de financements, de formations, de fournitures d'équipements et d'autres formes de soutien. Si les partenariats extérieurs peuvent s'avérer précieux, ils déterminent également les problèmes de sécurité qui retiennent l'attention. De nombreux programmes de prévention de l'extrémisme violent dépendent de bailleurs de fonds étrangers plutôt que de financements nationaux. Par conséquent, ce sont les priorités de ces bailleurs qui peuvent déterminer les projets bénéficiant d'un financement. Au cours de la dernière décennie, la prévention de l'extrémisme violent a suscité une attention considérable, parfois au détriment de conflits plus anciens liés à la terre, aux ressources, à l'ethnicité ou au pouvoir politique. Un partenaire européen peut être disposé à soutenir des actions concernant un conflit ethnique si celui-ci peut être associé au terrorisme, et moins intéressé dans le cas contraire. Cela crée un risque que les priorités locales en matière de sécurité soient définies par les possibilités de financement extérieur plutôt que par les préoccupations spécifiques des communautés. Ces relations sont motivées par des intérêts stratégiques de part et d'autre, qu'ils soient économiques, politiques ou liés à la sécurité. Ainsi, les partenaires européens peuvent chercher à réduire les risques que l'instabilité en Afrique de l'Ouest pourrait faire peser sur l'Europe, notamment à travers les migrations, tout en soutenant les capacités locales en matière de sécurité et l'échange d'informations. La coopération peut profiter aux deux parties, mais sans nécessairement leur offrir les mêmes avantages. Souvent, l'acteur qui conçoit et finance un accord est le mieux placé pour en définir les termes et en récolter les bénéfices.

Selon votre expérience, quels aspects de l'insécurité sont insuffisamment pris en compte dans les débats politiques actuels ? Que faudrait-il changer dans la manière dont les gouvernements et les institutions régionales appréhendent et répondent à l'extrémisme violent?

Bien que cela puisse déplaire à certains partenaires, nous avons déjà souligné à maintes reprises que nous investissions beaucoup trop dans les capacités militaires. La dissuasion a certes son importance, mais renforcer la capacité à éliminer les terroristes ne permet pas d'éradiquer le terrorisme. La tâche la plus difficile consiste à comprendre et à s'attaquer aux conditions favorables au recrutement et à la survie des organisations extrémistes. Le Projet de cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée, appuyé et financé par la Banque mondiale, dont nous avons participé à l'élaboration il y a environ quatre ans, en est un bon exemple. Ce projet couvrait les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire, avec un financement d'environ 450 millions de dollars américains, dont une centaine de millions pour le Ghana. Cette approche reconnaissait que les infrastructures, les moyens de subsistance, les opportunités économiques et les services publics font partie intégrante du renforcement de la résilience face à l'extrémisme violent. Sa mise en œuvre a connu des lacunes, mais cela n'invalide pas l'idée sous-jacente. Nous avons besoin d'investissements durables dans les communautés et dans les conditions permettant de rendre les populations moins vulnérables à l'exploitation. Les réponses militaires ont leur rôle à jouer, mais elles ne peuvent à elles seules garantir une sécurité durable.